



Biodiversité & changements globaux

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED «Biodiversité et changements globaux». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Peuples autochtones et communautés locales en prise avec le changement

Marie Roué

Directrice de recherche, CNRS

Les peuples autochtones et les communautés locales font face, aujourd'hui, à de nombreux changements globaux. Ils sont donc en prise avec ce changement et leur façon de pouvoir s'adapter consiste à utiliser leurs savoirs locaux, savoirs autochtones, qui évoluent et doivent leur permettre de comprendre des phénomènes qu'ils n'avaient pas observés jusqu'à maintenant. Les questions de méthodes sont très importantes. D'abord, les échelles. Il faut tenir compte d'échelles spatiales et temporelles qui se croisent, qui sont assez complexes, le temps long, le temps événementiel, le local, le régional. Pour étudier la complexité, on ne peut pas réduire les phénomènes de façon abusive, sinon on ne les comprend pas et il faut donc rentrer dans l'interdisciplinarité. Plusieurs disciplines doivent collaborer, en particulier bien sûr les sciences biologiques et les sciences sociales, mais également d'autres disciplines. Et aujourd'hui, de plus en plus, on prend en compte, la donnée très importante quand justement la science évolue moins vite, celle des savoirs locaux.

Les savoirs locaux qui sont un lieu d'observation permanent de ce qui se passe, permettent de comprendre les transformations de la biodiversité, les transformations de la vie sociale, économique au fur et à mesure où elle se passe. Les impacts cumulatifs sont aussi une notion très importante parce qu'on a tendance à parler d'impact pour un seul phénomène, en particulier les développeurs qui vont vouloir réduire les impacts qu'ils vont corrélérer à leurs actions, ne tiennent compte que du dernier petit événement qu'ils sont en train d'organiser.

Alors qu'évidemment, à la fois pour un peuple et à la fois pour l'environnement, pour la biodiversité, c'est la succession de tous ces événements qui va avoir des effets concomitants et qu'on doit comprendre à travers la notion d'impacts cumulatifs. Les changements ne sont pas non plus linéaires. On observe des boucles de rétroaction, on dit feed-back, qui font qu'un phénomène va avoir des conséquences et provoquer un changement qui à son tour va avoir des conséquences sur le phénomène initial. Donc on étudie des boucles. Les questions d'injustice climatique enfin sont très importantes aujourd'hui, où on doit faire face à ce changement majeur et où ce ne sont pas les peuples autochtones ou les communautés locales qui vivent et qui dépendent beaucoup de leur milieu, de leurs ressources, qui ont provoqué les changements qu'ils constatent. Ils ont été provoqués par, comme on le sait, par notre époque industrielle, et donc bien loin de chez eux, mais ils ont des impacts locaux beaucoup plus importants dans des milieux qui sont souvent considérés comme extrêmes. Les milieux arctiques, le haut des montagnes, les milieux tropicaux, d'où la notion d'injustice climatique.

Les peuples autochtones, à eux seuls, représentent 300 millions de personnes dans le monde, c'est-à-dire énormément de personnes qui continuent à avoir un mode de vie, en tant que peuples, différents de celui des États dans lesquels ils vivent. Les communautés locales également, des pêcheurs, des chasseurs quelle que soient leurs activités. Et on observe une corrélation entre la diversité culturelle et la diversité biologique. Et même entre la diversité linguistique et la diversité biologique. C'est-à-dire qu'on constate que là où on a un grand nombre de langues, à Vanuatu, en Amazonie, en Amérique latine, on a aussi des hotspots et un endémisme qui va avec cette diversité. Il est par conséquent important que ces populations, qui ont par exemple pour les peuples de la forêt, pratiqué pendant longtemps une gestion durable, qu'on tienne compte de leurs ontologies, de leur façon de voir le monde, de leurs savoirs, de leurs pratiques, et ils sont en effet de plus en plus pris en compte dans le monde. D'autant plus que la conception de la nature que nous avons, nous peuples occidentaux, et de la science en particulier, est une invention relativement récente de l'Occident. C'est-à-dire, la façon de considérer qu'on a les hommes d'un côté et tout le reste séparément et que les hommes sont tout à fait légitimes en dominant la nature et en l'exploitant. On a, en général chez les populations autochtones en particulier, une conception beaucoup plus holistique des relations.

Quelques exemples, les Moken par exemple. En 2004, le tsunami a fait, dans l'océan Indien, 300 000 morts et a été vraiment un événement majeur. Or, il n'était pas tellement prévisible. On a essayé depuis d'adapter les systèmes de prévision de ces phénomènes majeurs, mais la science ne les avait pas détectés. Pourtant, les Moken ont réussi à s'échapper et aucun mort n'a été déploré dans leur communauté. Ces nomades de la mer en fait n'avaient jamais observé de tsunamis. Mais pourtant, à travers les savoirs locaux, ils en avaient une description très précise qui leur avait été transmise. Et ils étaient capables de comprendre un phénomène lorsqu'ils le voyaient, et de savoir que quand la mer se retirait, il fallait courir très vite. Les

Mayangas de même ont eu à faire face à un changement majeur de la biodiversité dans leurs rivières et les affluents. Le Tilapia a été introduit, évidemment par un élevage qui était censé ne pas avoir d'influence sur la faune sauvage, et ils se sont échappés et cette espèce prédatrice a été vraiment, extrêmement invasive, et les Mayangas sont capables de donner une description très précise, affluent par affluent et espace par espace, de l'effet que cette espèce — le Tilapia — a eu sur leur milieu. Les aborigènes australiens, le feu en général, partout dans le monde, a été proscrit. On en avait peur, il était considéré comme destructeur. Et les populations qui sont arrivées, les colons australiens, quand ils sont arrivés, ont cru qu'ils avaient affaire à un magnifique paysage tout à fait naturel, on croit souvent au mythe du wilderness, la sauvagerie. En fait, ils avaient, comme dans beaucoup d'autres lieux, en face d'eux un paysage qui était entretenu, qui a été créé même, une mosaïque d'écosystèmes qui a été créée par un grand savoir pratique des aborigènes et évidemment ils ont interdit le feu. Et le feu une fois interdit, on fait face à un milieu qui n'est plus contrôlable. Avec cette erreur théorique de base qui était de croire que c'était un milieu naturel et de ne pas comprendre la coévolution entre un milieu et un peuple. Aujourd'hui à nouveau, les aborigènes australiens collaborent avec les parcs nationaux, et en particulier, gèrent les feux pour entretenir les paysages. Et ils ont même d'ailleurs reçu dans certains cas des paiements pour services environnementaux à l'occasion de ces feux.

La législation et les institutions ont aussi beaucoup évolué et sont en tension constante. Les reconnaissances des savoirs locaux, on la date souvent, bien qu'elle ait eu lieu avant bien entendu, mais on la date souvent de façon importante de son inscription dans une convention : celle de la CBD et donc de Rio 1992. Ensuite, les savoirs locaux et leur importance dans la gestion durable a été reconnue dans de nombreuses conventions que nous n'allons pas détailler ici. En 2002, le forum permanent sur les questions autochtones, à New York, tient des réunions maintenant tous les ans avec un grand nombre d'autochtones qui se réunissent sur les questions qui les concernent. La déclaration des Nations unies, en 2006, sur les droits des populations autochtones n'est qu'une déclaration, donc pas une convention. On n'a pas force d'obligations vis-à-vis des États, mais cependant, et invoqués à de nombreuses reprises aujourd'hui — c'est très important — en particulier leurs articles sur la protection des territoires. Le protocole de Nagoya, directement dans un prolongement de la CBD sur la question de la biopiraterie et de la reconnaissance des savoirs et de leur rémunération équitable. Ensuite, l'accord de Paris, de même que les objectifs de développement durable, ont dans leurs préalables traité de la question de l'importance des populations autochtones. Enfin, deux plateformes intergouvernementales, IPBES et IPCC — l'une sur la biodiversité, l'autre sur le changement climatique — ainsi que le futur Pacte mondial pour l'environnement ont des articles spécifiques qui mentionnent les savoirs locaux et la nécessité de les prendre en compte. Donc, on voit plutôt un progrès constant et pourtant on a parfois des tensions et des problèmes comme Redplus qu'on a dénoncé, comme des mesures qui tentent de répondre

aux problèmes de la déforestation, mais qui en donnant une valeur aux forêts, peut permettre un accaparement des terres et une éviction des populations qui y vivent.

Encore un point d'histoire plus récent qui a été mis en valeur par Marc Chapin, qui a écrit un article à propos des ONGE, Organisation Non Gouvernementale spécialiste en Environnement, et son illustration les montre dans un rôle de "conquistadors". Il raconte donc l'histoire qui commence par un manque de considération total sur la gestion durable et les savoirs des populations. Les scientifiques, les biologistes, les conservationnistes s'imaginent qu'eux seuls savent, ils savent scientifiquement l'état de la biodiversité, ils savent ce qu'il faut faire, ce qui est en gros, empêcher les populations d'y avoir accès. Dans un deuxième temps, au moment du désastre de l'Amazonie et de la déforestation massive, un appel des organisations autochtones en Amazonie, et en particulier d'un chef indien, pour avoir une lutte commune pour que les ONG environnementalistes et les autochtones travaillent ensemble à quelques succès. Donc les programmes commencent à tenir compte de la cogestion possible, de l'importance de la collaboration entre ONG Environnementale et population locale. Malheureusement, beaucoup d'échecs, pas forcément dus à la volonté, mais au manque d'expériences et à la naïveté des ONG qui s'imaginent que travailler avec les populations, c'est leur donner des leçons d'éducation environnementale puisqu'ils ne savent rien et que seule la science sait quelque chose, et qui, par conséquent, échouent dans cette coopération, qui demande évidemment de respecter à la fois les connaissances, mais aussi l'organisation sociale. Et là, c'est ce qu'il raconte dans les années 2000, une réaction se produit. C'est-à-dire que beaucoup d'ONG vont se dire : *"on a essayé, ça ne marche pas, ce n'est plus la peine. Nous, on s'occupe de la biodiversité, les populations ce n'est pas notre problème, ce n'est pas notre fonds de commerce, on les exclut à nouveau"*. Aujourd'hui à nouveau, on a, dans beaucoup d'ONG, ONG internationales, ONG autochtones et grands programmes : la CBD et aussi l'IUCN par exemple, les accords de Durban en 2004 lors du 5ème congrès mondial sur les parcs, des objectifs de développement durable qui sont fixés vraiment de concert avec les populations locales, et qui permettent d'aller en avant vers une collaboration et une coproduction des savoirs qui tiennent en compte à la fois les populations locales et les savoirs scientifiques et la volonté de conservation de la biodiversité qui est commune.